**« Le rêve universaliste de Jose Marti dans l’œuvre de l’UNESCO »**

Je voudrais, en tout premier lieu, indiquer les limites et le cadre de mon exposé. C’est à l’amitié d’Hector HERNANDEZ PARDO, dont j’ai eu le privilège de faire la connaissance à Paris lorsqu’il était Ambassadeur de Cuba auprès de l’UNESCO, que je dois de pouvoir aujourd’hui m’exprimer devant vous. Mon propos, en conséquence, ne se fonde sur aucune légitimité scientifique ; mon rapport à Jose MARTI est, simplement, celui d’un militant, soucieux d’enrichir sa pratique sociale à la source de ceux qui, par leur pensée et leur itinéraire, indiquent des références, des repères. C’est à partir de ces références que chacun s’efforce de mieux penser les problématiques auxquelles le monde nous oblige, plus encore quand notre intention est de le transformer dans le sens de la justice et de la paix et, reprenant l’intitulé même de notre rencontre, dans le sens de l’Equilibre. C’est donc à cela que, modestement, je bornerai ici mon ambition : dire comment les Clubs UNESCO, se nourrissant des pensées les plus fécondes et les plus généreuses, dont évidemment celle de Jose MARTI, construisent leur apport spécifique pour la réalisation de nos idéaux communs.

**« Patria es humanidad » - « La patrie, c’est l’humanité »**

A la lecture d’une telle affirmation sous la plume de Jose MARTI, certains esprits forts ne manqueraient pas de considérer qu’il s’agit là de l’une de ces formules entendues que les politiques, sous quelque latitude que ce soit et en quelque époque considérée, plus sérieusement peut-être les intellectuels, ne manquent pas de prononcer pour ennoblir la trivialité fréquente de leurs propos et l’égoïsme de leurs postures.

Mais nous sommes à Cuba et chacun connait pour les avoir fredonné, sans toujours les méditer, ces mots d’une chanson aujourd’hui célèbre dans le monde entier, « Guantanamera », dont beaucoup ignorent qu’elle est signée Jose MARTI, et dans laquelle ce dernier revendique sa sincérité : « Yo soy un hombre sincero ».

Je l’ai dit, je ne suis pas, loin s’en faut, un spécialiste de Jose MARTI, et, à l’heure de le connaître et de le comprendre, je m’en remets volontiers au point de vue éclairé de mon ami Hector. Cependant, s’il est une évidence, c’est bien, en effet, celle de la sincérité de MARTI, laquelle se lit, de façon limpide, tout au long de sa vie comme dans son œuvre. Mourir à l’âge de 42 ans, à Dos Rios, pour l’indépendance de son peuple et de sa patrie, n’est-ce pas le signe le plus lumineux de la sincérité de MARTI ?

Je crois, en conséquence, que cette phrase d’apparence anodine est, en fait le résumé éclairant de toute la pensée de MARTI et l’expression ramassée de son rêve universaliste. Reste à en dénouer l’apparent paradoxe et à en mesurer l’ambition. Il conviendra ensuite de décliner les étapes, nécessairement complexes et difficiles, qui marqueront le chemin vers l’universalité.

Lorsqu’on évoque la patrie, cela renvoie toujours à la considération d’un territoire, lequel est le substrat physique de la nation. Quand la patrie est en danger, ce fut le cas à Valmy lorsque la Révolution française se trouva assiégée par les princes coalisés d’Europe ou ici encore, à Cuba, lors de la tentative d’invasion de « Playa Giron » ; c’est aux frontières du territoire que se portent les citoyens pour la défendre. Lorsque, dans « El siglo de oro », Marti raconte l’exposition universelle de1889 à Paris, il évoque cette lutte héroïque des patriotes français contre les monarchies européennes.

La patrie est la forme d’existence de la nation dans les consciences des citoyens. Mais, ainsi définie, la patrie est beaucoup plus qu’une appartenance territoriale, qui pourrait se réduire à une formalisation statutaire, du type : « je suis français parce que détenteur de documents d’identité qui attestent de cette qualité ». S’il en était ainsi, il serait assurément facile, par exemple, de devenir citoyen cubain ; pourtant, ce que je sais de la fierté du CHE recevant la nationalité cubaine en reconnaissance de son absolu engagement dans la Révolution, montre bien que quelque chose de plus profond se joue dans l’idée même de l’appartenance à la patrie. On pourrait encore évoquer ici l’épopée de la Résistance en France. Que les résistants aient voulu s’opposer à l’invasion territoriale de la France, cela ne fait pas de doute. Mais il n’y avait pas que la préservation du territoire qui fut en jeu et, si la dynamique de la Résistance a pu se développer, unissant dans un même refus, communistes et gaullistes, en intégrant toutes les composantes du prisme politique, c’est parce que le nazisme, dans sa barbarie, menaçait les valeurs constitutives de la République elle-même. Le régime de Vichy, dans sa vilenie collaborationniste, met entre parenthèses la République, mais celle-ci se retrouve et revit dans les mouvements de Résistance.

Relisons ce poème, tragique et impérieux, écrit par Louis Aragon, « L’affiche rouge », et réfléchissons un instant à l’attitude de ces valeureux résistants du groupe Manouchian, assassinés par les nazis. Aucun d’entre eux n’était citoyen français, ne détenait de titre attestant de sa nationalité française, tous étaient originaires de pays de l’est, arméniens pour la plupart. Pourtant, au moment de tomber sous les balles allemandes, tous « criaient la France en s’abattant ». Ils n’étaient donc pas français mais néanmoins patriotes. Comment dès lors faut-il entendre cette « patrie France », dernier cri de ces résistants étrangers ? A l’évidence, il ne s’agit pas ici d’une accumulation de terroirs qui, d’Alsace en Bretagne et de Picardie jusqu’en Provence, compose le territoire France. Ces arméniens n’étaient culturellement enracinés dans aucun de ces terroirs de France ; leurs terroirs à eux étaient loin vers l’est. Qu’évoquent-ils alors en nommant la France à l’instant de mourir ? Sans aucun doute, ce corpus de valeurs morales, sociales et politiques, rassemblés par le génie des révolutionnaires de 1789 sous la magnifique trilogie républicaine, à mon sens indépassable, de « Liberté, Egalité, Fraternité ». En cet instant historique où la barbarie submerge l’Europe, la patrie que les résistants du groupe Manouchian évoquent et qu’ils nomment France, n’a aucune consistance territoriale, c’est une « patrie de valeurs ». Il est vraisemblable que les hommes de Manouchian ne savaient rien de la pensée de Jose MARTI ; pourtant en s’écriant ainsi à l’heure de la mort, que font-ils d’autre sinon répéter le credo martien ‘La patrie, c’est l’humanité ». Et c’est au nom de cette humanité résistante face à sa négation qu’ils tombent et meurent.

Le CHE ne dit pas autre chose. Né argentin, parti jeune à la découverte d’une Amérique latine souffrante, devenu cubain par le combat et l’engagement auprès de Fidel dès les premières heures de la guérilla au cœur de la Sierra Maestra, c’est en bolivien qu’il mourra.

« Chaque goutte de sang versée sur un territoire sous le drapeau duquel on n’est pas né est une expérience que recueille celui qui y survit pour l’appliquer ensuite à la lutte pour la libération de son lieu d’origine. »

« …ce peu qu’il nous est permis de donner, nos vies, notre sacrifice, de rendre un de ces jours le dernier soupir sur n’importe quelle terre, désormais nôtre, arrosée par notre sang… »

« Qu’importe où nous surprendra la mort… »

Comment comprendre cette volonté et cet engagement internationalistes du CHE, disposé à donner sa vie sur quelque terre que ce soit, ce qu’il fera en Bolivie, sinon en l’inscrivant dans le droit fil et en pleine cohérence avec la phrase emblématique de Jose MARTI : « La patrie c’est l’humanité ». C’est bien en héritier de MARTI, héritage constamment revendiqué avec orgueil, que le CHE vivra et mourra.

**La nation comme espace historique intermédiaire et nécessaire**

Mais alors que penser des nations, de la nation dès lors que la patrie se « déterritorialise » pour se situer dans un espace essentiellement politique et moral ? Là encore, ce sont les résistants du groupe Manouchian et le CHE qui nous donnent la réponse. MARTI nomme l’humanité comme étant l’expression ultime de la patrie, pourtant, en un moment particulier de l’histoire humaine, ici celui de la 2nde guerre mondiale marquée par le génocide nazi ou des combats du CHE contre la domination impérialiste, les hommes ont besoin d’espaces concrets de référence, pour le groupe Manouchian, ce fut la France et pour le CHE Cuba.

Aussi, les nations, la nation, loin d’être condamnées par l’aspiration « martiana » à une dimension universelle, idéale et abstraite qui serait l’humanité, apparaissent au contraire comme les supports indispensables et progressifs de cette construction.

Le rêve « martianà » ne relève donc, en aucune façon, d’une vision idéaliste abstraite qui n’aurait prise sur le réel mais, au contraire, s’inscrit pleinement dans l’Histoire, comme une construction qui s’agence pas à pas, dans les luttes et les combats nécessaires pour faire de chaque nation un moment, certainement provisoire et imparfait, mais cependant positif, de cette avancée vers l’humanité comme patrie. Comment pourrait-on douter de cela à la simple observation de la vie de Marti, vie d’intellectuel sans aucun doute, se manifestant dans une œuvre prolixe tant poétique que philosophique et sociale, mais vie de militant, de héros, engagé, « mouillé » dès son plus âge et payant chacun de ses combats de l’emprisonnement et de l’exil, puis enfin de la mort lors du combat ultime.

Le rêve de Marti est rêve d’idéal, rêve que nous pouvons partager ici ensemble, mais ce n’est pas un rêve idéaliste, au sens où Marx entendait cette définition, et, par conséquent, ce rêve s’inscrivant dans l’Histoire et le réel ne peut être stérile, mais, au contraire, extraordinairement fécond et prometteur.

**La nation comme résultat de la lutte anticoloniale**

Mais il en est de ces constructions nationales comme de la diversité des peuples et de leurs cultures, comme, également,, de la diversité des conditions historiques qui leur sont faites. Comment pourrait-on, ici à Cuba et au moment de considérer l’héritage universel de Jose MARTI, oublier que son combat pour l’émergence d’une nation cubaine est un combat anticolonial.

MARTI est né de parents espagnols, d’une mère canarienne et d’un père valencien, mais MARTI n’est pas espagnol et ne le sera jamais. Dès le premier éveil de sa conscience, MARTI est cubain et toute la tension de son existence, vécue comme une succession de combats, s’inscrit dans ce paradoxe : comment être citoyen d’une nation cubaine qui n’existe pas ? Ici, les choix se marquent avec clarté. Sans nier pour autant une spécificité culturelle qui se crée et qui rendra différentes les habitudes de vie en Castille ou à Cuba, il y a d’un côté ceux s’accommodent parfaitement d’une nationalité espagnole exportée et ceux qui, comme MARTI, entendent et exigent que s’affirme une nouvelle nation, une nouvelle citoyenneté.

S’il ne s’agissait que de l’apparition d’expressions et habitudes culturelles et sociales nouvelles et originales, cela serait vraisemblablement insuffisant pour nourrir cette exigence d’une nouvelle nation. Car après tout, chaque nation européenne est d’abord une construction politique où se réunissent des entités culturelles et linguistiques très différentes. Pensons à la France. Quelles raisons la Bretagne et la Provence, l’Alsace et le Pays Basque auraient-ils de s’unir si la République n’était fondée sur cette extraordinaire référence déjà évoquée « Liberté, Egalité, Fraternité » ? C’est donc ailleurs qu’il faut chercher la force de cette aspiration nationale anticoloniale.

Quel est cet ailleurs ? MARTI nous l’indique. C’est dans l’asservissement des peuples originels que nait la révolte anticolonialiste et la volonté de se constituer en nation indépendante. MARTI n’a jamais été espagnol, ni même lorsque l’Espagne s’était appropriée Cuba. MARTI est profondément indigéniste : « Nuestra América ». MARTI n’est en rien fermé aux influences qui peuvent entrecroiser peuples et cultures. Il ne prétend pas que chaque nation nouvelle, née de la conquête d’une indépendance, doive réinventer les chemins que d’autres ont parcouru avant elle. Il n’est qu’à voir, nous l’avons dit, avec quel enthousiasme il évoque l’exposition universelle de Paris en 1889 et comment il salue l’élévation de la Tour Eiffel alors que bien des esprits chagrins, en France même, hurlaient à la défiguration de Paris.

Pour l’édification de la nation nouvelle, MARTI n’est pas hostile aux apports qui pourraient venir tout particulièrement d’Europe et il n’en exclut pas l’Espagne, puissance coloniale dont il se fera l’ennemi irréductible. Mais MARTI met à l’acceptation de ces apports une condition centrale, essentielle, incontournable : que tous ces apports s’enracinent dans un respect absolu de ce qui fait l’identité latino-américaine. MARTI, redisons-le avec force, est indigéniste et il sera un opposant résolu de ce que nous appellerions aujourd’hui le « copier-coller », dont les résultats terrifiants sont que les cultures se trouvent minorées, niées, dévalorisées au regard d’un modèle culturel dominant qui, bien évidemment, ne pourra être que celui de la puissance mondiale économiquement dominante.

A cet égard, permettez-moi ici d’ouvrir une parenthèse pour dire que nous ne saluerons jamais assez la rédaction et l’adoption par l’UNESCO de la Charte sur la Diversité Culturelle.

C’est en ce point que prend source la méfiance que MARTI va concevoir à l’égard des Etats-Unis, qu’il va exclure définitivement de sa conception de « Nuestra America ». Pourquoi cette exclusion ? Ne serait-il pas tentant de penser l’unité du continent américain, depuis l’Alaska jusqu’à la Terre de Feu ? Et qu’est-ce que cela nous suggère ?

Après-tout les Etats-Unis eux-mêmes ne sont-ils pas nés, à l’égal de toutes les autres nations du continent américain, pour ne pas parler de l’Asie ou de l’Afrique, d’une lutte anticoloniale ?

Ce que MARTI comprend des Etats-Unis, qu’il connait bien pour y avoir vécu, c’est qu’en réalité leur émancipation politique vis-à-vis de la Grande-Bretagne est dépourvue de toute dimension indigène qui prendrait véritablement en compte ce qui fait la spécificité du peuplement nord-américain où se mêlent, du fait d’une douloureuse histoire particulière, indiens, blancs et noirs. C’est cette absence d’ancrage indigène dans le mouvement d’indépendance nord-américain qui va alimenter la méfiance de MARTI à l’endroit de cette grande puissance naissante. Ici, l’indépendance n’est rien d’autre que la révolte du même contre le même. Les Etats-Unis, par le caractère exponentiel de leur puissance, pousseront le modèle européen plus loin qu’il ne pouvait aller lui-même. Mais pour MARTI, cela ne sera rien d’autre que du « copier-coller » à la puissance X car il y manquera toujours ce respect, cette prise en compte de l’identité originelle des peuples d’Amérique, qu’il conceptualise dans « Nuestra America » et qu’il inscrit au cœur de tout projet émancipateur sur le continent sud-américain, en particulier à Cuba.

Grave interpellation ici que celle de MARTI, dont il convient de bien analyser l’impact et la fécondité explicative.

On le comprendra mieux si, à côté du cas nord-américain, on ajoute l’exemple de l’Afrique du Sud. Là encore, quel poids a pu avoir la culture originale du peuple zoulou dans la guerre d’indépendance des Boers contre la puissance coloniale de la Hollande, leur mère patrie ? Strictement aucun, le peuple origine ici n’existe pas sinon pour fournir une force de travail asservie aux nouveaux maîtres, que la tutelle coloniale gêne, ne serait-ce que parce qu’elle les oblige à un minimum de considération de façade vis-à-vis des noirs.

Dans l’un comme dans l’autre cas, on voit bien quelles conséquences terribles et inhumaines cela a eu dans l’édification de ces nouveaux Etats. L’esclavage s’est installé, légal ou pas mais toujours réel, au point qu’une guerre de sécession est venu déchirer les Etats-Unis, pourtant toute jeune nation. Le racisme s’est installé au cœur de ces sociétés, soit comme une pratique sociale ordinaire soit, pire encore, dans le cas de l’apartheid, comme un monstrueux système d’organisation sociale dont il a fallu attendre la fin du XXe siècle, au prix du combat exemplaire d’au autre Jose MARTI, Nelson MANDELA, pour venir à bout.

Je suis intimement persuadé, à la lecture de MARTI, que c’est très précisément cette non prise en compte des peuples originels et de leurs cultures, de ce que j’appelle ici par facilité, la dimension indigène, qui a généré ces errements monstrueux.

Aussi, à l’heure de considérer les mouvements de lutte anticoloniale, générateurs de nouvelles nations, cela nous engage évidemment à une certaine prudence. Si, d’une façon générale, au regard de notre propos initial, la nation nouvelle, en tant que territoire assorti d’une identité politique propre, peut-être perçue comme une avancée supplémentaire vers la conception universaliste de Jose MARTI : « La patrie c’est l’humanité », il n’en est pas toujours ainsi. Il n’en sera ainsi en réalité qu’à la condition que cette émancipation anticoloniale épouse l’identité d’un peuple, parfois très complexe dans sa constitution historique – l’exemple des origines du peuplement en Amérique – et lui rende pleinement son destin, selon un principe absolu d’égale dignité de tous les hommes. C’est bien ainsi que je lis la pensée de MARTI.

Dans les deux exemples évoqués ici, Etats Unis et Afrique du Sud, la patrie ne répond pas à la définition et à l’exigence « martiana » car elle n’est, tout simplement, pas humaine.

**La nation : réalité politique et réalité culturelle**

Cela nous oblige à préciser quelles sont les caractéristiques fondamentales du concept de nation. Je me bornerai à en souligner les deux qui me paraissent centrales et qui, au demeurant, s’articulent : la dimension politique et la dimension culturelle.

Dans l’esprit de MARTI, revendiquant la spécificité de « Nuestra America », la construction nationale doit répondre à ces deux exigences ensemble. J’insiste sur « ensemble ».

Qu’il y ait eu chez Washington et ses compagnons la volonté de construire les Etats Unis d’Amérique sur des bases législatives qui auraient trouvé leur inspiration dans les mouvements émancipateurs européens, la Révolution française en particulier, et, en amont, dans l’esprit des Lumières, j’accepte volontiers de le considérer ainsi. Nous sommes là dans la dimension proprement politique de la construction nationale et, en ce sens, il n’y a pas véritablement rupture avec la tutelle coloniale britannique ; ce qui se construit est fortement imprégné par la vertu modélisante de la puissance tutélaire dont on s’éloigne. Si je voulais forcer le trait, je dirais qu’une indépendance conçue de la sorte relève plus d’une demande de déconcentration et de décentralisation de pouvoirs que d’une aspiration à proprement parler révolutionnaire. Simple repositionnement géographique des lieux de pouvoir qui se déplacent outre-Atlantique. Par sa nature, ce mouvement est unicolore, il est le fait des Blancs pour eux-mêmes.

Que manque-t-il à ces indépendances pour que nous puissions les appréhender comme de véritables basculements révolutionnaires ? Il leur manque précisément cette dimension culturelle que MARTI ramasse sous le concept de « Nuestra América ». Sans considérer ce qui fait la différence profonde entre les Etats-Unis émergents et l’Angleterre, entre l’Afrique du Sud et la Hollande, ces phénomènes d’indépendance peuvent donc n’apparaître que comme des délocalisations / relocalisations de pouvoirs. Il fallait, pour qu’il en soit autrement, considérer la dimension indigène, endogène pourrions-nous dire, où devait s’enraciner, se fonder le projet d’indépendance. Il fallait, pour les Etats-Unis, que le mouvement soit tricolore ; qu’il parte des spécificités du peuplement américain lequel, par les violences de l’histoire, est venu adjoindre aux Indiens les Noirs déportés et esclavagisés et les Blancs européens toujours en recherche d’Eldorado.

Là était la spécificité humaine de l’Amérique, là était la dimension culturelle originale et originelle qui devait fonder et sous-tendre le projet politique d’indépendance. C’est pour l’avoir ignorer que les Etats-Unis ont sans doute, pour une part essentielle, raté leur construction. Quel intérêt, en effet, pourrait garder la référence aux Lumières, l’aspiration démocratique, si dans cette construction les Indiens, premier peuple d’Amérique, se trouvent assignés dans des réserves et que les Noirs sont d’abord esclaves puis ensuite soumis au plus brutal des racismes ?

A l’heureuse surprise du monde, les Etats-Unis se sont tout récemment donné un Président métis. Est-ce là la marque symbolique de ce que le rêve de MARTI commence à se réaliser en Amérique du Nord ? Espérons-le. En tous les cas, en son temps MARTI savait bien ce qui, de l’indépendance nord-américaine, avait échoué et menacerait l’éclosion en Amérique latine, « Nuestra America », de nouvelles nations, culturellement et politiquement accomplies.

**La violence révolutionnaire, chemin douloureux mais incontournable**

Dans ces conditions, il est un autre élément qui, ne nous en déplaise, doit résolument nous écarter de tout angélisme ; il tient dans l’observation même des conditions et des modalités de l’émancipation, où la violence apparaît comme incontournable.

Jose MARTI, à la lecture de sa vie comme de ses écrits – Hector HERNANDEZ : « el magisterio suprême de Marti es su propia vida » - s’affirme comme une personnalité ouverte, douce et tolérante. Aurait-il choisi d’expliquer le monde aux enfants comme il le fait dans « El Siglo de Oro » s’il n’en était ainsi ? Pourtant, MARTI a été incarcéré à seize ans et mourrait au combat à quarante deux ans. C’est dire que l’idéal qu’il nous insuffle par ses mots si forts et si justes – il n’est qu’à visiter le mausolée qui lui est dédié sur la Place de la Révolution, ici, à La Havane, pour saisir toute la fulgurance de ses propos – se construit sur un itinéraire de violence où l’utopie se trouve emportée.

Comment une fois encore ne pas rapprocher les mots de MARTI de ceux de son héritier spirituel et politique, le CHE, lequel écrivait, dans sa lettre d’adieu à ses parents – destinataires qui ne peuvent rendre son propos que plus troublant et douloureux : « Je crois en la lutte armée comme unique solution pour les peuples qui luttent pour se libérer, et je suis cohérent avec mes croyances ».

De quelles croyances parle ici le CHE ? Dans mon esprit et sans l’ombre d’un doute, de sa conviction en l’Homme. J’ai toujours vu en ce magnifique Don quichotte du XXe siècle – lui-même, dans cette émouvante lettre d’adieux à ses parents déjà mentionnée, ne revendique-t-il pas ce « donquichottisme » aventurier et généreux – un authentique humaniste. Mais sa foi en l’homme ne pouvait le rendre aveugle aux épreuves qui s’imposeraient à l’heure où il faudrait affirmer cette primauté de l’humain face à des intérêts économiques et financiers qui, encore aujourd’hui et peut-être plus que jamais, règlent le sort du monde et des peuples.

« A l’heure des brasiers, il ne faut voir que la lumière », disait MARTI. L’exercice est incontestablement difficile et il nous en coûte très honnêtement d’anticiper la réalisation de nos idéaux humanistes, « martianos », sous les déferlements de violence auxquels se trouve trop souvent contraint l’opprimé.

Si le regard du CHE, saisi par le génie photographique de Korda, a pu, et peut encore, marquer une direction pour tous ces jeunes du monde épris d’idéal et de justice – j’en ai été et j’en suis toujours malgré les années – la mode aujourd’hui est au révisionnisme qui, sujet après sujet, voudrait un jour relativiser l’ampleur du génocide nazi et, l’instant suivant, présenter le CHE comme un terroriste anachronique. Beaux esprits pour lesquels la violence n’existe que dans un sens, lorsque l’opprimé la retourne contre son oppresseur mais qui sont délibérément et hypocritement aveugles aux violences quotidiennes de l’exploitation, de l’exclusion, de la négation ; violences pourtant visibles au cœur même de nos belles capitales où des êtres humains désormais sans visage et sans voix sont abandonnés à l’indifférence générale.

Confrontés à la violence coloniale, Jose MARTI, le CHE pouvaient-ils mourir autrement qu’en combattant ?

Convoquons à présent le témoignage de Frantz FANON, un voisin, psychiatre né en Martinique, mort lui aussi très jeune, non sans avoir écrit deux textes majeurs : « Les damnés de la Terre » et « Peaux noires, masques blancs », qui nous permettent de mieux appréhender les désastres du colonialisme dans les consciences et les existences des colonisés et de mieux comprendre les contraintes et paradoxes de la lutte anticoloniale.

Petit clin d’œil personnel, FANON a été, pendant quatorze mois psychiatre à l’hôpital de St Alban, en Lozère, là où j’ai aujourd’hui ma maison. C’est là qu’il a rencontré Francisco TOSQUELLES, réfugié politique espagnol, médecin directeur de l’hôpital, ayant en grande part inventé à St Alban l’antipsychiatrie. C’est aussi à St Alban que le grand poète Paul ELUARD s’est caché des troupes d’occupation allemandes en 1943. C’est à Blida, en Algérie, que FANON, sensible au fait colonial par ses origines antillaises, découvrira au cœur de la guerre d’indépendance algérienne, les méfaits du colonialisme. Il en tirera des conséquences radicales en rejoignant le FLN algérien (Front de libération nationale) contre la France coloniale. Il aura fallu constance et volonté à nos amis martiniquais de Trinité, sa ville natale, pour qu’aujourd’hui le lycée de cette ville porte son nom et que soit enfin reconnue la force de sa pensée critique.

Dans la vision à la fois politique et clinique de FANON, cette négation de la culture du colonisé, telle que MARTI la dénonce, va si loin qu’elle dénature l’être profond du colonisé. La colonisation est non seulement exploitation sinon qu’elle est également aliénation, castration. Aussi FANON voit-il dans la violence révolutionnaire anticoloniale, non seulement une nécessité de la lutte de libération, au sens où le CHE l’entend, mais également une sorte de « catharsis » nécessaire au colonisé pour retrouver et reconstruire son identité, collective et personnelle, culturelle et intime.

**La lutte anticoloniale comme retournement de l’idéalisme européen**

MARTI, FANON, Le CHE, trois moments d’une même pensée libératrice où, revenant à notre préoccupation centrale : l’acheminement vers une patrie de l’universalité humaine, nous pouvons en décliner les épisodes douloureux dans la construction de nouveaux espaces nationaux.

L’Occident, l’Europe, colonisatrice et impérialiste, s’est voulu modèle. Souvent prétentieuse et arrogante, elle prétendait, par le fer, le feu et la croix, apporter aux « peuples sauvages » les lumières de la seule civilisation qui vaille, celles du judéo-christianisme et de la pensée gréco-latine. C’était, d’une part, ignorer que les peuples colonisés étaient eux-mêmes cultes, c’était mépriser les expressions originales et particulières de cette mosaïque de diversité dont l’UNESCO reconnait aujourd’hui tout le prix.

L’ignorance et le mépris de l’autre jamais ne sauraient être émancipateurs. Pourtant, en dépit de la volonté du colonisateur dont le propos avéré était d’évangéliser et de civiliser, jamais d’émanciper, des ferments libertaires ne manqueront pas de germer. C’est cela que j’appelle ici le retournement humaniste de l’idéalisme européen, que l’on retrouve en plein au cœur de la pensée et de l’action de MARTI, FANON et Le CHE.

Qu’il le veuille ou non, vient le moment où le colonisateur se trouve pris au piège du corpus de valeurs humanistes qui n’avaient, jusque là, d’autre intérêt que de revêtir sa domination d’un habit de dignité et de noblesse. La colonisation répond à l’ambition généreuse prétendue, pour reprendre le mot de Rousseau, d’éduquer le bon sauvage. La violence n’est jamais sollicité que lorsque ce bon sauvage, précisément parce qu’il est sauvage, se refuse à cette action civilisationnelle et que le colonisateur n’aurait alors d’autre choix que de « faire son bonheur malgré lui ». Sans doute s’est-il trouvé nombre de personnalités, honnêtes et généreuses, qui, de bonne foi ont cru à cette œuvre de civilisation, où l’intention affichée couvrait la forfaiture, et ont voulu y apporter leur contribution. Comment ne pas évoquer ici Bartolomeo de las Cases.

Mais il s’est trouvé aussi, qu’au sein même des élites autochtones, que l’on a formé avec la conviction que c’était là le meilleur moyen d’entretenir l’idée de la suprématie d’une culture sur une autre, certains, au nom même des valeurs de cette culture importée, en ont revendiqué toutes les conséquences. C’est au nom des Lumières, c’est au nom des principes inscrits dans la première Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen en 1789 puis repris dans celle de 1948, que sera revendiquée l’indépendance des peuples. Si les hommes sont réputés naître libres et égaux en droits, comment prétendre que l’homme noir puisse en être exclu. C’est ainsi que l’académicien Léopold Senghor devient président de la République d’un Sénégal désormais libre de son destin, que Nelson Mandela quitte le pénitencier pour présider une Afrique du Sud où les droits ne seront plus relatifs à la couleur de la peau ; c’est ainsi que le grand poète Aimé Césaire, encore un voisin, devient le grand chantre de la négritude.

Le retournement est accompli et l’Europe dominante, au nom même des valeurs qu’elle prétend exporter et inculquer, se trouve contrainte de libérer peuples et nations. Le rêve « martiano », pas à pas, s’accomplit, mais il en a coûté car « la liberté ne se conquiert pas avec des larmes mais avec du sang ».

**La fin des modèles**

Cependant, quand trop de sang est ainsi versé, quand l’indépendance est conquise dans la guerre : Cuba, Algérie, Vietnam…quand les libertés doivent être arrachées au lieu d’être paisiblement et légitimement reconnues, on assiste alors à l’effondrement des modèles.

Pas de « copier-coller » disait MARTI en substance; il revient aux différents peuples de la terre d’inventer leurs propres chemins en fonction de ce qu’ils sont, chacun dans ce qui le caractérise et le spécifie : « Nuestra America ».

Cet effondrement des modèles est d’autant plus grave et définitif que son principe en est double.

Les modèles se sont effondrés à l’extérieur, en Afrique, en Asie, en Amérique, dans leur volonté d’asservissement et d’assimilation violente de tout ce qui ne leur était pas identique. C’est la fin des puissances coloniales dans leur figure classique ; ce qui, malheureusement, ne veut pas dire que cela soit la fin des impérialismes et des dominations sous des formes plus subtiles et pernicieuses qui subsistent largement aujourd’hui. Cette conférence internationale n’appelle-t-elle pas, précisément, au rééquilibre de notre monde ?

Mais les modèles se sont également effondrés sur eux-mêmes, dans des cataclysmes dont nul n’aurait pu prévoir l’horreur. Je pense tout particulièrement aux deux grandes guerres mondiales qui ont ensanglanté le XXe siècle, avec leurs cortèges de millions de morts et de destructions. Mais, au cœur de ces conflits, je pense plus encore aux camps d’extermination nazis, installés au pays de Goethe, de Kant et de Bach, je pense aux goulags défigurant la grande révolution de 1917. Je pense, encore plus près de nous, au massacre de Srebrenica, au cœur des Balkans, et au sacrifice monstrueux du peuple rwandais sur l’autel de l’indifférence des nations. La liste serait malheureusement trop longue à énoncer ici.

**Un moment de sagesse et d’humilité : la création de l’ONU et de l’UNESCO**

Les modèles, ceux de cette Europe conquérante pétrie de civilisation gréco-latine ont perdu dignité et c’est alors, paradoxalement, de cet effondrement que vont naître de nouvelles entités auxquelles nous, militants des Clubs UNESCO, sommes essentiellement attachés. Je veux bien sûr parler de la création de l’Organisation des Nations Unies et de ses agences, dont l’UNESCO.

« Plus jamais ça ». Au lendemain de la 2e guerre mondiale, les hommes sont douloureusement surpris par l’immensité de leur pouvoir de destruction. L’Europe est en ruine et au Japon, l’explosion des deux premières bombes atomiques révèle, dans l’effroi le plus grand, que nous avons acquis, par la perversion guerrière de la science, la faculté de détruire intégralement notre planète. Se produit alors dans la conscience collective universelle un moment de lucidité, de sagesse et d’humilité. Il ne faut plus que cela soit possible et puisque les guerres sont le fait des Etats, il est nécessaire d’inventer un principe régulateur, une entité qui s’imposera au-dessus des intérêts particuliers de ces Etats et aura la capacité d’empêcher la répétition du pire. C’est de cet élan de sagesse et d’humilité collective que naît l’ONU. Rien ne symbolise mieux cet élan et ce moment que la très belle phrase qui ouvre l’acte constitutif de l’UNESCO et que nous ne manquons jamais de rappeler en toutes occasions : « Les guerres prenant naissance dans l’esprit des hommes, c’est dans l’esprit des hommes qu’il faut élever les défenses de la paix ».

Mesure-t-on bien ce qui vient de se passer ? Il existe désormais un espace politique international élaboré selon une volonté et un principe de transcendance au regard des Etats adhérents, soit aujourd’hui la quasi-totalité des Etats existants, le chiffre pour l’UNESCO étant de 197 Etats adhérents. Je veux au passage saluer ici l’admission de la Palestine dont nous considérons, contrairement à de surprenantes déclarations, qu’elle signifie un atout supplémentaire dans l’édification de la paix.

Dans cette espace de supranationalité, dont le point d’orgue est la réunion de l’assemblée générale, chaque nation, pour modeste qu’elle soit au plan économique, peut faire entendre sa voix, au même titre que les pays les plus puissants. Comment ne pas se souvenir ici des discours remarquables de Fidel ou du Che, portant haut la voix du peuple cubain comme, plus globalement, celles des peuples opprimés et des nations non-alignées.

Je ne suis pas naïf et, là encore, pas d’angélisme. L’assemblée générale des Nations Unies est une chose et le Conseil de Sécurité en est une autre. En cette instance seule résonne la voix des puissants et sa fonction n’est guère ambitieuse, trop souvent limitée à rechercher des compromis acceptables par les six grands, au sein des réseaux d’alliances que chacun a tissé. Rien à voir, Chers Amis, avec le vœu qui nous réunit ici d’aller vers un équilibre du monde qui, dans mon esprit, ne peut avoir comme fondements que la paix, la justice et la solidarité, déclinés à l’échelle de la planète toute entière.

Du côté de l’UNESCO, nous observerions, et soyez sûrs que nous en sommes peinés, les mêmes limites et les mêmes faiblesses. Nous le disons avec une certaine lucidité critique en même temps qu’avec loyauté et attachement. Serions-nous sans cela des militants des Clubs UNESCO ?

Lorsque dans ce concert des nations, tel qu’il se trouve organisé par l’ONU, on attribue à l’une des agences, l’UNESCO, la plus noble des tâches : construire la modernité de l’humanisme par la valorisation universelle des pratiques humaines les plus belles : l’éducation, la science et la culture ; il est impossible d’accepter que cette ambition soit conditionnée par le bon vouloir de puissants sponsors qui seraient, in fine, ceux à qui il appartiendrait de valider les programmes de l’Organisation. Aux Clubs UNESCO, nous refusons cela, tout comme nous refusons qu’un grand pays, arguant de sa puissance, prétende se soustraire à ses obligations d’adhérent, sous le prétexte scandaleux que ses positions n’auraient pas été partagées. Nous entendons, au contraire, appeler les Etats à leurs responsabilités, dont la première de toutes est de donner à l’UNESCO et, au-delà, à l’ONU toute entière, tous les moyens indispensables à leur action.

Je pourrais bien sûr poursuivre l’énumération des faiblesses et limites de l’UNESCO et de l’ONU. Ce ne serait pas utile à mon propos qui veut voir dans ces réalisations, avec tous leurs défauts, une expression concrète du rêve universaliste de Jose MARTI. Nous y sommes en effet. Si notre patrie doit être l’humanité toute entière, alors il convient de considérer que, dans notre attachement à l’UNESCO plus encore qu’à l’ONU, nous réalisons le rêve « martiano » d’une citoyenneté universelle.

**L’irruption citoyenne – les Clubs UNESCO**

Mais tout cela reste un combat et il nous faut là encore méditer l’exemple de Jose MARTI, lutteur infatigable jusqu’à la mort pour la réalisation de ses idéaux.

Aujourd’hui, j’ai souvent le sentiment douloureux, je voudrais que ce ne soit qu’une illusion générationnelle, d’assister, en Europe pour le moins, à une sorte de désengagement citoyen. C’est comme si la vie politique se transformait, sous le regard de médias complaisants et démagogues qui ne manquent pas d’en amplifier les effets, en un jeu démocratique vide où les citoyens ne sont appelés à intervenir qu’à échéances électorales rythmées, entre lesquelles les pratiques sociales et civiques s’effacent. La vie politique cesse alors d’être l’affaire quotidienne de tous pour devenir spectacle où très peu d’acteurs se partagent des rôles convenus sous le regard désabusé d’électeurs passifs.

On comprendra aisément que si ce désengagement s’observe dans l’espace politique et social restreint d’un pays, il sera beaucoup plus grand et plus grave encore s’agissant d’organisations internationales qui, dans le cas de l’ONU, apparaît comme une entité abstraite, stérile et impuissante, et, dans le cas de l’UNESCO, comme une nébuleuse mystérieuse dont les seules réalités connues sont, d’une part, l’exploit réalisé lors du sauvetage historique des temples d’Abu Simbel et, par ailleurs, la gestion de l’inscription de sites au Patrimoine de l’Humanité.

Cela ne saurait nous décourager et il n’est là aucune fatalité qui puisse dissuader nos efforts militants. C’est, bien au contraire, parce que l’initiative de créer l’UNESCO est apparue, en son temps, à la fois belle, extraordinairement ambitieuse et extraordinairement difficile que les Clubs UNESCO sont nés, au Japon en tout premier lieu - résonance de la première phrase de l’acte constitutif - puis en de nombreux pays, dont la France avec un certain succès. Ne le cachons pas. Il y a, à l’origine de la création des Clubs UNESCO, l’expression d’une défiance citoyenne à l’endroit des Etats. L’idée maîtresse qui sous-tend ce mouvement est de considérer que l’affaire est trop sérieuse pour qu’elle soit laissée à la seule diligence des Etats. On peut donc bien accréditer l’idée que la création des Clubs UNESCO relève d’une irruption citoyenne dans une architecture dépendante du bon vouloir des Etats. Il faut cependant observer que, dès la création de l’UNESCO, est apparue l’idée qu’il fallait générer et entretenir du lien entre cette Organisation et les sociétés civiles des pays adhérents et c’est la vocation et la mission qui a été attribué aux Commissions Nationales.

Cette vigilance, ce parti pris citoyens étaient-ils infondés ou excessifs ? Je ne le crois en aucune façon et ce que je disais précédemment des difficultés et des limites de l’UNESCO, ajoutées au déficit d’image dont elle continue de souffrir, montre bien que l’action citoyenne reste plus que jamais nécessaire pour stimuler, défendre et promouvoir l’action de l’Organisation. Qui pourra conduire les Etats Unis à s’acquitter de leurs cotisations sans en faire un objet de chantage international sinon les citoyens américains eux-mêmes ? Je salue, à cet égard, la création récente de la Fédération américaine des Clubs UNESCO, dont j’ai la conviction qu’elle saura jouer un rôle utile. De tout cela, je crois que l’on peut dire que la Directrice Générale Irina BOKOVA est pleinement convaincue, elle qui appelle sans cesse à un nécessaire rapprochement entre l’UNESCO et la société civile.

C’est l’objet, c’est la mission des Clubs UNESCO et c’est un devoir que je qualifierai volontiers de « martiano ». Jamais le rêve « martiano » ne se réalisera ; jamais l’UNESCO n’en sera le vecteur si cette irruption citoyenne, dont les Clubs sont l’une des expressions, ne se produit pas.

**L’Education : voie royale vers l’universalité**

« Enseñar es crecer » « Elevate, pensando y trabajando »

Educateur dans l’âme et en actes, Jose MARTI nous montre à nouveau la voie.

Pas de citoyenneté, pas de citoyens libres et responsables qui ne soient le fruit d’une éducation. En France, la IIIe République naissante l’avait bien compris. Analysant l’histoire et observant combien l’édifice républicain restait encore fragile, c’est dans les consciences des citoyens que la République a voulu consolider ses valeurs, au premier rang desquelles la laïcité, si importante à nos yeux et devenue socle constitutif de notre vie publique. Et c’est à son école, immédiatement voulue et affirmée comme publique, laïque et républicaine, que la République a confié cette mission essentielle et fondatrice.

Cet exemple français est bon à méditer notamment au regard de ce que je considère comme la dérive utilitariste des systèmes éducatifs. Personne ne saurait contester la fonction scientifique et technicienne de l’école dont l’une des missions est, sans conteste, de pourvoir aux besoins de la nation par la formation d’individus compétents et efficaces mais, pour autant, est-ce là sa mission première ? Est-ce la plus importante en dignité ? Je ne le crois pas. Pour moi, et la lecture de MARTI me conforte dans cette opinion, ce qui doit rester premier c’est la fonction émancipatrice du savoir, qu’il soit théorique ou manuel, de la connaissance. Elèves-toi en pensant et travaillant, nous dit MARTI. Ainsi, la mission première est bien de façonner des individus à l’esprit éclairé et critique, ce qui est la condition fondamentale de la liberté individuelle et, par voie de conséquence, de la citoyenneté.

Comment ce qui vaudrait à l’échelle d’une nation particulière pourrait-il, de surcroît, ne plus valoir lorsque l’ambition est d’atteindre à cette citoyenneté planétaire qui fait de chacun de nous un Patriote de l’Humanité ?

Sans en avoir claire conscience, les militants des Clubs UNESCO, qui attachent une telle importance à l’action éducative, avec le souci permanent que tout engagement solidaire soit toujours et d’abord une occasion supplémentaire de conforter une lecture critique du monde, afin d’aller vers un équilibre que nous revendiquons ici, **les militants des Clubs UNESCO sont assurément les enfants de Jose MARTI.**

Je voudrais, en conclusion de cette réflexion personnelle, remercier à nouveau mon Ami Hector et tous les organisateurs de cette grande IIIe Conférence Internationale, de m’avoir ainsi donné occasion de m’enrichir aux sources de la pensée d’un homme, Jose MARTI, qui, bien évidemment ne m’était pas inconnu au regard de la sympathie que j’ai de longue date pour le peuple cubain, mais dont je ne pouvais supposer à quel point notre modeste action s’inscrit dans sa vision.

Merci à tous.

Yves LOPEZ

Président de la Fédération française des Clubs UNESCO

La Havane le 29 janvier 2013